

## Entretien

Franck Scherrer, Jean-Baptiste Bahers

► **To cite this version:**

Franck Scherrer, Jean-Baptiste Bahers. Entretien. Flux - Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et territoires, Metropolis / Université Paris-Est Marne la Vallée 2019, N°116-117 (2), pp.192. 10.3917/flux1.116.0192 . halshs-02462465

**HAL Id: halshs-02462465**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02462465>**

Submitted on 31 Jan 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

réalisé par Jean-Baptiste Bahers

*Franck Scherrer est professeur titulaire en urbanisme à l'Université de Montréal depuis 2010. Ancien élève de l'École Normale Supérieure de Paris, il est diplômé en géographie (M.sc. université Lyon 2), et en urbanisme (P.h.D Institut d'urbanisme de Paris). Il a été tout d'abord chargé de mission pour la prospective des villes au sein du ministère français de l'Équipement, puis professeur à l'Institut d'urbanisme de Lyon (Université Lumière Lyon 2) dont il fut le directeur de 2006 à 2010. Il a la particularité d'avoir enseigné en parallèle dans des écoles d'ingénieur (à l'École Nationale des Ponts et Chaussées et à l'École Nationale des Travaux Publics de l'État), et comme professeur invité à l'Université Libanaise et à l'Université Tongji de Shanghai. Son activité de chercheur s'est déroulée au sein du Laboratoire Techniques, Territoires, Sociétés-LATTS (Paris Marne-la-Vallée) puis du Laboratoire Environnement, Ville, Société-EVS (Lyon), avant de rejoindre l'Institut Environnement, Développement Durable, Économie Circulaire-EDDEC après avoir bifurqué pour une seconde carrière universitaire au Canada. Son expérience est particulièrement étendue en matière d'animation ou de collaboration scientifique au sein de dispositifs de recherches intersectoriels (société et culture et nature et technologie) comme les programmes interdisciplinaires de recherche sur la ville du CNRS, du Plan Urbanisme, Construction, Architecture, ou de la Zone-Atelier Bassin du Rhône du CNRS durant sa carrière en France, et désormais comme directeur de l'Institut EDDEC qui a pour mission de soutenir et promouvoir la formation, la recherche, l'action et le rayonnement de l'Université de Montréal, HEC Montréal et Polytechnique Montréal, en matière d'environnement, de développement durable et d'économie circulaire. Il a été par ailleurs président de l'APERAU, association internationale de promotion de la recherche et de l'enseignement de l'urbanisme qui regroupe les instituts d'urbanisme francophones.*

*Cet entretien vient éclairer le dossier sur les métabolismes urbains en transition de Flux (2019/2-3 N° 116-117). Ainsi, l'Institut montréalais EDDEC, dont il est le directeur académique, est pionnier sur les enjeux scientifiques de l'émergence de l'économie circulaire, de son déploiement territorial ainsi que sur l'accompagnement des acteurs urbains. Nous l'interrogeons donc sur la genèse de ce projet ainsi que sur les débats et les enjeux politiques qui lui sont associés.*

1 Flux : Comment votre généalogie personnelle de recherche vous a-t-elle amené à vous intéresser à ces questions d'économie circulaire ? Par quelles volontés l'Institut EDDEC est-il né ?

2 Il y a nécessairement de la contingence dans l'apparition d'un nouvel intérêt de recherche, surtout dans une carrière sinueuse comme la mienne, qui m'a mené de l'Institut d'urbanisme de Paris et du LATTS, au ministère de l'Équipement des années 1980, puis à l'Institut d'urbanisme de Lyon et, changement plus radical d'horizon, à traverser l'Atlantique pour devenir directeur de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal. Mes années de jeune chercheur au sein de l'équipe « réseaux et territoire » pilotée par Gabriel Dupuy ont joué comme souvent un rôle déterminant : travailler sur les services urbains en réseau – surtout s'il s'agit d'égouts comme dans ma thèse ! – force nécessairement à scruter la matérialité de la ville et des flux qui lui permettent de fonctionner. De surcroît, il

s'agit d'excellents « objets-frontière » qui permettent de se familiariser au dialogue entre sciences de l'ingénieur, de l'environnement et sciences sociales. L'autre thématique que j'ai plutôt développée dans mes années lyonnaises est celle de la ville durable, que j'ai incidemment introduite en France en 1993 avec l'aide – déjà – de collègues québécois. La question du passage au concret, ou à l'échelle, des politiques de développement urbain durable est devenue au fil des années de plus en plus obsédante, ce qui mène là aussi à cet univers de solutions qui s'abrite sous le parapluie conceptuel de l'économie circulaire. Mais ce qui m'a décidé sur le moment, il y a environ quatre ans, c'était que le sujet de la relation entre ville et économie circulaire, en particulier dans le contexte québécois ou nord-américain, était tellement neuf qu'il n'y avait pas beaucoup de lectures à faire pour monter rapidement en compétence !

3Quant à l'Institut EDDEC, qui est l'acronyme de « Environnement, Développement Durable, Économie Circulaire », on retrouve également dans son origine ce mélange de maturation et de contingence. L'idée de fédérer le bassin d'environ 400 chercheur.e.s qui travaillent sur le développement durable au sens large sur un campus qui regroupe trois établissements d'exception (Université de Montréal, HEC Montréal, Polytechnique Montréal), par-delà les frontières institutionnelles et disciplinaires, était déjà vieille d'une décennie lorsqu'elle débouche en 2014. Le thème de l'économie circulaire est ajouté dans l'intitulé de l'institut à la dernière minute, et doit beaucoup à la force de persuasion de Daniel Normandin, son directeur exécutif, véritable pionnier de l'économie circulaire au Québec.

4*Flux : Que souhaitez-vous proposer dans le projet d'EDDEC ? Quelles étaient et quelles sont les articulations entre dimension opérationnelle et dimension interdisciplinaire ?*

5J'ai succédé à la direction académique de l'IEDDEC à Sébastien Sauvé, professeur de chimie environnementale, ce qui illustre bien l'ambition interdisciplinaire large de l'Institut. Ce dernier a été conçu comme un dispositif de liaison entre chercheurs du campus, pour faire émerger des projets de recherche et des collaborations inédites, ainsi que comme un centre de transfert vers les milieux professionnels, de la sphère publique, privée ou communautaire. C'est dans le domaine de l'économie circulaire que le rôle de l'IEDDEC a largement dépassé le campus, pour des raisons contextuelles. Contrairement à l'Europe où l'économie circulaire s'est surtout diffusée sous forme d'injonction des gouvernements nationaux et européen, relayé par des regroupements de grandes entreprises, ce sont les chercheur.e.s regroupés au sein de l'IEDDEC qui se sont fait les champions de ce nouveau paradigme qui était il y a cinq ans à peu près inconnu tant de la société civile que des acteurs publics québécois. Il a donc fallu en quelque sorte faire émerger et organiser une demande d'expertise et de recherche afin de créer le marché de cette offre de recherche préexistante (environ 70 chercheur.e.s de toutes disciplines). C'est ainsi que l'IEDDEC a été à l'initiative du pôle québécois sur l'économie circulaire qui regroupe une quinzaine d'acteurs stratégiques de tous horizons, et collabore étroitement aujourd'hui à son équivalent canadien, une situation plutôt inédite pour un acteur universitaire.

6Une des particularités de cette situation est d'avoir amené une démarche très rigoureuse sur le plan intellectuel et scientifique de définition et de schématisation de l'économie circulaire. À titre d'exemple, le schéma qui permet d'expliquer simplement les principes de l'économie circulaire n'a été conçu ni dans un arcane administratif, ni au sein d'un lobby, mais réellement co-construit par des chercheurs et des acteurs de terrain. D'une manière générale, tous nos supports de vulgarisation et nos formations comme les écoles d'été sont livrés avec les nécessaires distance critique et rigueur évaluative du concept et de sa portée. La diversité des

publics-cibles de cette mobilisation des connaissances est aussi une de nos préoccupations essentielles, avec un souci particulier de rejoindre les acteurs de l'économie sociale et les milieux communautaires.

**7Flux :** *Quels sont les réussites et échecs, de votre point de vue, de l'Institut ?*

**8L'**IEDDEC est en fait une toute petite équipe fonctionnant avec des moyens financiers limités, aujourd'hui victime de son succès. Les trois universités sont d'ailleurs en train de reformuler son nouveau mandat. Par ailleurs, le thème de l'économie circulaire a surtout mobilisé des professeur.e.s et chercheur.e.s issus de disciplines plutôt tournées vers les solutions (génie, management, marketing, responsabilité sociale, aménagement, gestion...) plutôt que celles qui s'intéressent plus à la définition théorique du problème (sociologie, économie, biologie...). Une de nos ambitions est de remonter en amont pour développer une expertise transdisciplinaire sur l'évaluation des chemins de la transition socio-environnementale. Il reste que l'apport de l'IEDDEC à la définition cognitive de ce nouveau référentiel de l'action collective, quelle que soit par ailleurs sa pérennité à venir, a été une aventure assez exceptionnelle.

**9Flux :** *Et à une autre échelle, les réussites et échecs de Montréal et du Québec en matière d'économie circulaire ?*

**10**Cette question est en quelque sorte prématurée car... Il n'y a toujours pas de politique publique officielle en économie circulaire au Québec ! Il faudra un jour tenter d'expliquer pourquoi les pays européens – sans parler de la Chine et du Japon – ont depuis dix ans enfourché avec enthousiasme cette conception du changement de modèle économique, tandis que les pays d'Amérique du Nord sont encore indifférents ou hésitants. Ceci met d'ailleurs quelque peu à mal la théorie de l'inspiration nécessairement néolibérale de l'économie circulaire ! Il en va tout autrement si on regarde le fourmillement des initiatives relevant *de facto* de l'économie circulaire, surtout au niveau local, comme le degré de maturité des politiques de recyclage ou revalorisation des matières résiduelles. Pour prendre un point de comparaison avec la France, les matériaux de construction sont réemployés, recyclés ou valorisés à plus de 70% au Québec, tandis que la collecte et la valorisation des matières organiques sont en voie de généralisation. Lorsque nous avons réalisé une cartographie des initiatives en économie circulaire à Montréal, nous avons été frappés par la richesse et la diversité des actions communautaires, de l'innovation sociale, mais aussi des start up et des entreprises installées qui adoptaient un modèle d'affaire relevant d'une stratégie d'économie circulaire. Pour autant, si on regarde les stratégies les plus efficaces ou disruptives au regard de l'optimisation du flux de matière (éco-conception, approvisionnement responsable, partage de l'usage, prolongation de la durée de vie), nous sommes, tout comme en Europe, loin de les mettre en œuvre systématiquement.

**11Flux :** *De manière plus générale, quelles sont, d'après votre expérience, les stratégies déployées par les villes en matière d'économie circulaire ? Et dans quelle mesure ces changements percolent-ils dans l'action publique par la transformation des outils, notamment ceux qui sont fondés sur l'approche normative du métabolisme urbain ?*

**12**Les villes qui déploient explicitement un plan d'action en économie circulaire sont encore des pionnières, même si leur nombre est en train de croître rapidement en Europe à renfort d'études fournies par des agences anglaises ou néerlandaises. Il y a deux terrains qui semblent favorables à cette mutation de l'action publique locale : le champ du développement

économique et du soutien à l'innovation convertis à la croissance durable et celui de la gestion des déchets dont les villes veulent sortir par le haut. Les villes dont les stratégies sont les plus abouties sont celles où il y a une collaboration réelle et souvent inédite entre service de développement économique et de développement durable : Paris, Bruxelles, Rotterdam... Sinon il ne faut pas surestimer aujourd'hui le rôle des études de métabolisme urbain, même comme outil de diagnostic, dans la définition des stratégies des villes. Au mieux la perception du métabolisme, qu'il s'agisse de la taille des gisements de la mine urbaine ou de l'importance de l'extra-territorialité des flux de matière, joue, *via* la data-visualisation, un rôle heuristique, voir « épiphanique » pour certains acteurs du territoire, ce qui est déjà un effet important.

13Le fait que les acteurs collectifs du territoire prennent le temps de se doter d'une vision commune des futurs de la transition joue un rôle aussi essentiel : c'est un des instruments privilégiés du « transition management » qui s'est épanoui aux Pays-Bas, en Belgique et au-delà, convergeant ici avec la tradition plutôt française de la prospective territoriale, mais ce n'est pas le cas partout, notamment en Amérique du Nord. Les stratégies de mise en œuvre mélangent : des instruments déjà éprouvés en matière de développement durable, comme les quartiers circulaires (avatars des éco-quartiers), les démarches de type « hôtel de ville exemplaire » (application de l'économie circulaire dans les services municipaux pour donner l'exemple), qui n'ont pas fait leurs preuves de leur capacité à être reproductibles, loin de là ; des outils plus inédits comme les appels à l'innovation urbaine (du type des « réinventer » français), ou des plateformes d'innovation ouverte fonctionnant sur le principe de la « quadruple hélice » (pouvoirs publics, entreprises, universités et société civile).

14Les villes cherchent surtout les moyens de se saisir de l'extrême diversité des écosystèmes d'acteurs locaux qui s'organisent autour d'une boucle de valeur circulaire et de dispositifs d'échange, collaboratifs, de partage... Or la nouveauté, semble-t-il, de ces écosystèmes, différents de l'économie sociale classique, serait qu'ils se soucient peu d'être instrumentés par l'action publique, notamment par des subventions, voire dans certains milieux activistes, la fuient. Cette hypothèse serait intéressante à creuser en tout cas.

15*Flux : Quel regard transatlantique portez-vous sur le développement territorial de l'économie circulaire ?*

16J'ai déjà évoqué le décalage temporel entre l'Europe et l'Amérique du Nord dans l'énoncé explicite de politiques en économie circulaire, qui se répète bien sûr à l'échelle des villes et des territoires. Pour autant, des stratégies d'économie circulaire sont mises en œuvre à l'échelle locale depuis aussi longtemps, mais sous d'autres étiquettes : par exemple, sous celle du mouvement « Zero waste management » qui est parti de San Francisco il y a une vingtaine d'années, et dont l'origine est principalement communautaire. Par ailleurs, des synergies ou symbioses industrielles ou territoriales existent d'assez longue date de ce côté-ci de l'Atlantique, en particulier au Québec.

17Ce décalage me paraît finalement assez secondaire par rapport à celui, plus essentiel, entre pays du Nord et du Sud. Pour l'instant, le paradigme de l'économie circulaire a été surtout pensé par rapport à la situation de pays anciennement industrialisés ayant atteint un haut niveau de prospérité matérielle, à l'exception notable de la Chine. Or, la portée de l'économie circulaire est nécessairement universelle puisque le retour à l'intérieur des frontières de la planète terre est un enjeu... planétaire. Ce serait très décevant que la circularité se cantonne au rôle de purge occidentalocentrée des excès matérialistes de la croissance. D'un autre côté,

il faudrait pouvoir proposer une formulation de l'économie circulaire qui soit compatible avec un exhaussement significatif des niveaux de prospérité et de bien-être liés à l'urbanisation en Afrique et en Asie. Le déploiement territorial de l'économie circulaire dans les métropoles du Sud est encore pour moi une grande inconnue.

18Flux : *Quels liens conceptuels faites-vous entre l'urbanisme et l'économie circulaire ?*

19L'urbanisme et l'économie circulaire rassemblent des catégories de pensée pour l'action collective qui, chacune à leur manière, proposent d'accélérer des chemins de transition vers un développement plus durable. Ce sont aussi deux univers de solutions qui, en apparence, peuvent se renforcer l'un l'autre. Par exemple, l'approche métabolique du sol urbain comme ressource dont il faut optimiser l'usage vient renforcer le mot d'ordre de refaire la ville sur elle-même ; dans l'autre sens, la mixité fonctionnelle prônée par l'urbanisme durable permet de structurer l'idée de la « ville productive », nécessaire au déploiement de boucles de valeurs locales sur la base de gisements urbains. Pour autant, si on explique la transition sociétale en cours dans les pays développés, dans les termes, proposés par F. W. Geels [\[1\]\[1\]Geels F.W., Sovacool B. K., Schwanen T., Sorrell S., 2017,...](#), de changement de régime sociotechnique, force est de constater que les règles qui configurent la pratique de l'urbanisme, depuis les routines cognitives jusqu'aux instruments normatifs et financiers, sont encore profondément imprégnés par l'économie linéaire, même dans la fabrique des quartiers durables (sans parler de la fabrique de la ville ordinaire). Enfin, toute transition sociétale amène à une redéfinition complète d'un nouvel état de l'organisation des sociétés. Est-ce que les quelques pas d'avance de la pensée urbanistique de la ville durable sont suffisants pour anticiper et produire une vision de ces futurs post-transition (énergétique, climatique, numérique, écologique...) ? La « ville circulaire » demande un sérieux effort de re-conception urbaine, en particulier pour changer les routines cognitives de l'urbanisme. C'est ce que je tente d'expérimenter à petite échelle dans l'enseignement de l'atelier à la maîtrise en urbanisme en faisant travailler les étudiants dans une démarche de conception innovante, à partir de propositions aussi étranges que « la cité jardin de l'économie de la fonctionnalité » ou « la boîte à lunch circulaire comme équipement urbain »...

20Flux : *Que pensez-vous de la critique de la dépolitisation de l'économie circulaire par Nick Gregson [\[2\]\[2\]Gregson N., Crang M., Fuller S., Holmes H., 2015, Interrogating...](#) ou Erik Swyngedouw [\[3\]\[3\]Ernstson H., Swyngedouw E., 2018, Urban Political Ecology in...](#) ?*

21Pour avoir travaillé sur la dimension socio-politique des infrastructures techniques de la ville, je ne peux être qu'intéressé par l'approche de l'écologie urbaine politique qui place sur le même plan flux sociaux et matériels du métabolisme urbain. La dépolitisation des flux et de leur transformation, résumée par la notion de « condition post-politique », se constate empiriquement lorsqu'on analyse le développement dans la longue durée des services urbains en réseau, où de brèves périodes de mise en débat politique des choix sociotechniques sont séparées par de longues phases d'invisibilité. Mais ce qu'on peut aussi qualifier de naturalisation par la technique est en grande partie lié à la propension interne d'un régime sociotechnique à se pérenniser par l'effet de la routinisation de ses règles. Or l'économie circulaire se présente explicitement comme un changement majeur de régime sociotechnique, en particulier de normes et de modèle d'affaire, à commencer par le statut du déchet dans nos sociétés. Il me semble au contraire que l'économie circulaire contribue beaucoup à faire sortir les flux du métabolisme urbain de leur condition *post* politique, en quelque sorte à réveiller la Belle au Bois Dormant ! D'ailleurs je remarque que dans la critique de l'économie circulaire de Nick Gregson ou celle de Pierre Desvaux, dans un article de *Flux* [\[4\]\[4\]Desvaux P., 2017,](#)



[Économie circulaire acritique et condition...](#), inspiré par Erik Swyngedow, cette dernière est pour l'essentiel réduite aux filières de recyclage. Or, sur le plan conceptuel, le recyclage est la stratégie de circularité considérée comme la moins intéressante car la moins optimale pour créer une boucle de valeur circulaire, même si, je le concède, les feuilles de route en économie circulaire de certains pays européens leur font encore la part belle.

[22](#) Je suis plus sensible à la critique de Dominique Bourg et Christian Arnsperger [\[5\]\[5\]Arnsperger C., Bourg D., 2016, Vers une économie...](#) de la définition de l'économie circulaire très répandue en Europe, sous l'influence de la Fondation Ellen Mc Arthur, qui met en avant le découplage entre croissance économique et effets environnementaux délétères. Prolongée sur le plan des politiques prônées et mise en œuvre en Europe et en Asie, cette acception de l'économie circulaire, comme avatar plus ou moins explicite d'une croissance verte, s'oppose à une économie « authentiquement circulaire » fondée sur des exigences plus radicales vis-à-vis de la croissance économique ininterrompue et du choix de la sobriété volontaire. Cette position, proche de la « prospérité sans croissance » de Tim Jackson [\[6\]\[6\]Jackson T., 2017, Prospérité sans croissance: Les fondations...](#), me paraît particulièrement intéressante sur plusieurs aspects. D'une part, les innovations de niches en économie circulaire, dans les filières, les organisations ou les territoires, qui ont un grand potentiel disruptif, relèvent plus souvent de stratégies plus radicales que celles prônées aujourd'hui par les gouvernements. Par ailleurs, la banalisation progressive de l'usage des méthodes de type ACV (Analyse de Cycle de Vie) lors de la conception de nouveaux produits, *process* ou services, popularise la perception et la prise en compte des effets rebonds sur la consommation de flux de matière. Enfin, je suis profondément d'accord avec la proposition de Dominique Bourg selon laquelle les chemins de transition vers un système de sobriété volontaire sont multiples, tant du côté de la *deep sustainability* que du marché, voire de la technologie, dès lors qu'ils sont efficaces.

## Notes

- [\[1\]](#)

Geels F.W., Sovacool B. K., Schwanen T., Sorrell S., 2017, Sociotechnical Transitions for Deep Decarbonization, *Science*, vol. 357, n° 6357. DOI: 10.1126/science.aao3760.

- [\[2\]](#)

Gregson N., Crang M., Fuller S., Holmes H., 2015, Interrogating the circular economy: the moral economy of resource recovery in the EU, *Economy and Society*, vol. 44, N° 2, p. 218-243.

- [\[3\]](#)

Ernstson H., Swyngedouw E., 2018, *Urban Political Ecology in the Anthropo-Obscene: Interruptions and Possibilities*, London: Routledge.

- [\[4\]](#)

Desvaux P., 2017, Économie circulaire acritique et condition post-politique : analyse de la valorisation des déchets en France, *Flux*, 2017/2 (N° 108), p. 36-50.  
DOI:10.3917/flux1.108.0036

- [\[5\]](#)

Arnsperger C., Bourg D., 2016, Vers une économie authentiquement circulaire: Réflexions sur les fondements d'un indicateur de circularité, *Revue de l'OFCE*, vol. 145, p. 91-125. DOI: 10.3917/reof.145.0091

- [\[6\]](#)

Jackson T., 2017, *Prospérité sans croissance: Les fondations pour l'économie de demain*, Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur.